

Préface

Beate Collet (Paris)

De jeunes chercheur-e-s venant d'horizons disciplinaires et nationaux différents se sont rencontré -e-s trois jours à Paris en septembre 2009 afin d'échanger autour de leurs travaux mobilisant l'approche de l'intersectionnalité. Leurs présentations sont réunies dans cet ouvrage et constituent une importante contribution dans ce champ. Je me réjouis tout particulièrement qu'un tel ouvrage ait pu voir le jour et ceci pour deux raisons que je voudrais développer dans la présente préface. D'abord, je salue le fait que ce « colloque junior » et la publication du présent ouvrage aient pu bénéficier du soutien du Centre interdisciplinaire d'Etudes et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA). Les objectifs poursuivis par ce centre illustrent à leur manière le travail scientifique qui a été accompli, je voudrais donc tout logiquement commencer par dire quelques mots au sujet du CIERA. Ensuite, je me permettrais quelques réflexions sur la comparaison franco-allemande au sujet de l'intersectionnalité.

Le CIERA, créé en 2001, est un Groupement d'intérêt public (GIP). Il rassemble onze institutions françaises : l'EHESS, la Maison des Sciences de l'Homme, le CIRAC, le CNRS, mais aussi l'ENS rue d'Ulm à Paris et l'ENS Lyon, l'Université Cergy-Pontoise et les Universités Paris-Sorbonne, Paris-Panthéon, Lyon et Grenoble. Il est conjointement financé par le *Deutscher Akademischer Austauschdienst* (DAAD), par le Ministère de l'Education nationale et par les institutions membres.

Le CIERA se caractérise par un projet scientifique et pédagogique original. Ce dernier vise à renforcer les connaissances réciproques que la France et l'Allemagne ont de la société, de la culture et des institutions du pays voisin. Soucieux de faire converger des compétences issues d'une pluralité de disciplines – dont l'histoire, les études germanistiques, la sociologie, la science politique, mais aussi le droit et les sciences du langage ou de la musique – le CIERA ambitionne de faire émerger, en France, une nouvelle génération de chercheur-e-s et d'expert-e-s spécialistes des réalités allemandes d'hier et d'aujourd'hui. Trois types d'actions complémentaires sont proposés dans cette optique : les enseignements, les programmes de formation-recherche et un soutien aux étudiant-e-s et jeunes chercheur-e-s.

— Les établissements membres du CIERA proposent une série de *cours, de séminaires et de modules de troisième cycle* (Master recherche et professionnel, Ecoles doctorales) accessibles aux étudiant-e-s et jeunes chercheur-e-s inscrit-e-s au CIERA.

Ces cours portent sur l'Allemagne, les relations franco-allemandes ou la place de l'Allemagne dans l'Europe.

- Les *programmes de formation-recherche* visent à structurer davantage les études allemandes et la coopération franco-allemande en sciences humaines et sociales en initiant la création de programmes coordonnés. Ces programmes constituent le vivier de réflexion du CIERA donnant ensuite lieu à des journées d'études, des colloques et des publications dans les domaines étudiés.
- Le CIERA mène une politique délibérée de *soutien aux étudiant-e-s et aux jeunes chercheur-e-s*. Il offre un système d'aides qui complète l'éventail des possibilités offertes par d'autres institutions. Les aides accordées par le CIERA sont destinées à favoriser la mobilité des étudiant-e-s vers l'Allemagne et les pays germanophones dans le cadre de leur formation doctorale (sous forme de bourses d'études pouvant aller jusqu'à 6 mois de financement) et aussi pour y réaliser des stages (allant d'un à trois mois). Des aides financières peuvent aussi être accordées pour organiser des journées d'études ou des « colloques juniors », ainsi qu'aider, le cas échéant, à la publication des travaux issus de ces manifestations.

L'environnement de recherche proposé est tout particulièrement intéressant pour des doctorant-e-s et des jeunes chercheur-e-s travaillant sur l'Allemagne ou dans une perspective comparative franco-allemande. Ainsi, le CIERA organise un séminaire annuel franco-allemand de jeunes chercheur-e-s, propose un programme d'encadrement doctoral, donne accès aux fonds documentaires de l'ensemble des établissements membres, organise des journées d'études, des colloques, des tables rondes et permet de suivre les séminaires et les cours dans les établissements membres. Ce faisant il contribue à la constitution d'un réseau de chercheur-e-s franco-allemand-e-s. En soutenant leur travail dès le début de leurs projets de recherche, il contribue à les insérer dans ce réseau et à pérenniser leur intérêt pour l'Allemagne ou les recherches comparatives.

Les « colloques-juniors » du CIERA ont une double vocation : d'une part, aider les doctorant-e-s et jeunes chercheur-e-s inscrit-e-s au Centre à mettre en valeur leurs propres ambitions scientifiques et à s'intégrer davantage dans la communauté scientifique franco-allemande des sciences humaines et sociales ; et d'autre part, leur permettre d'acquérir, outre les compétences intellectuelles liées à leur travail scientifique, des compétences de gestion de projet. Le « colloque junior » initié et organisé par les trois jeunes chercheuses, Vera Kallenberg, Jennifer Meyer et Johanna M. Mueller « *Race, Class, Gender as categories of difference and inequality: Which perspectives arise from the concept of 'intersectionality' for human and cultural sciences?* » qui s'est déroulé du 10 au 12 septembre 2009 à Paris à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales remplissait parfaitement ces objectifs. Le pari a été

réussi. Les échanges ont été intéressants et ont permis aux participant-e-s d'enrichir leurs connaissances dans le domaine en voyant notamment comment d'autres jeunes chercheur-e-s comme elles-eux prenaient ces thématiques. Mais en plus de cela, leur travail est consigné aujourd'hui dans un ouvrage et devient ainsi accessible à d'autres chercheur-e-s en quête de travaux posant des questionnements comparables aux leurs.

Dans la deuxième partie de mon développement j'aimerais insister sur l'intérêt heuristique de la comparaison franco-allemande. En ce qui me concerne, certainement en raison de mon histoire personnelle entre les deux pays, j'ai toujours vu l'intérêt de mobiliser la comparaison entre la France et l'Allemagne comme méthode d'analyse dans mes projets de recherche.

Que la méthode comparative soit utilisée de manière explicite ou seulement implicite, elle oriente le choix des lectures et contribue à élaborer différemment les réflexions théoriques. De ce fait, elle permet aux chercheur-e-s d'augmenter l'effet analytique de leurs premières intuitions. Ainsi, il est essentiel de ne pas se limiter uniquement à comparer les résultats, mais de concevoir la comparaison dès la phase d'élaboration du projet. N'oublions pas que les instruments d'analyse ont également une histoire nationale. C'est seulement en tenant compte de cette dimension qu'il devient possible de bien les comprendre et de les mobiliser à leur juste portée pour l'analyse.

La comparaison franco-allemande est particulièrement intéressante. Chacun des deux pays possède une importante histoire scientifique. Cependant, les traditions de recherche dans les différentes disciplines se sont formées différemment. En tant que sociologue, je peux évoquer l'exemple des deux théories, la durkheimienne et la webérienne, incarnant deux traditions de recherche qui aujourd'hui sont appliquées autant en France qu'en Allemagne. En histoire et en lettres existent certainement des exemples similaires.

Les contextes historiques français et allemand très différents ont influencé à leur manière la recherche. L'histoire franco-allemande est prise dans une forte relation d'influence réciproque et en même temps, les deux pays ont toujours tenté de se démarquer l'un par rapport à l'autre. En particulier, les conceptions nationales sont différentes et les deux systèmes politiques se sont forgés distinctement. Malgré une coopération fructueuse des deux pays dans le cadre de l'Union européenne, il ne faudrait pas sous-estimer l'influence de ces traditions différentes dans la manière de concevoir les relations sociales et politiques ainsi que dans la recherche. En tenir compte contribue à une meilleure compréhension de l'histoire des idées.

Soulignons par ailleurs que, dans le domaine des sciences sociales, les deux pays subissent différemment l'influence des théories britanniques et états-uniennes. Pour expliquer cela, on peut évoquer l'importance que la France accorde à sa langue et la

tendance à cultiver son originalité. La tradition scientifique française a ainsi favorisé sa propre élaboration théorique. La recherche en Allemagne, en revanche, certainement aussi en raison de l'influence des penseurs allemands aux Etats-Unis depuis la deuxième guerre mondiale, est aujourd'hui plus ouvertement orientée que la France vers le contexte anglo-saxon. Les études sur le genre et tout particulièrement la théorie de l'intersectionnalité illustrent cet état de fait.

La recherche féministe, et plus tard les études des relations de genre, sont présentes dans les deux pays depuis les années 1970. Leur légitimité est cependant différente dans le paysage de la recherche de chaque pays. Des chercheur-e-s français-e-s reconnu-e-s dans ce domaine s'accordent aujourd'hui pour dire que la tradition républicaine française mettant une emphase forte sur les concepts politiques abstraits de l'« individu » et de l'« homme », dans « les droits de l'homme » par exemple, a pendant longtemps contribué à entretenir l'impossibilité de concevoir la distinction de genre (Laufer et al., 2001).

Souvenons-nous des débats animés autour de l'introduction explicite de la mention « les hommes et les femmes » dans la constitution française en 1999 et en amont de la promulgation de la « loi sur l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et fonctions électives » (2000). De ce fait, il a fallu attendre le début des années 2000 pour que les recherches sur le genre en France connaissent une reconnaissance institutionnelle (formations universitaires propres). La France accuse dans ce domaine un certain retard par rapport aux Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou les autres pays d'Europe du Nord ou aussi l'Allemagne, alors que l'actualité politique et sociale d'un côté et de l'autre de la frontière ne manque pas d'occasions pour aborder la questions des relations femmes-hommes : l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle, la politique familiale et de l'emploi, la place des femmes en politique, les hommes et les femmes dans les formations et les professions sexuées (infirmières, éducatrices, maçons, ingénieurs etc.).

Ainsi que le rappellent plusieurs auteur-e-s du présent recueil, les études sur l'intersectionnalité, à savoir l'étude du croisement (intersection) des différents registres de domination (sexe, classe et race), ont commencé aux Etats-Unis à la fin des années 1960, suite à la critique de la part des féministes noires du féminisme « blanc ». Elles se sont progressivement établies en champ de recherche dans les années 1990 grâce à la conceptualisation de Kimberle Crenshaw (1989, 1991).

La réception de ces travaux en France ne s'est faite qu'au cours des années 2000, une dizaine d'années plus tard qu'en Allemagne. En 2005, les *Cahiers du Genre* (n°39, 2005) ont publié un premier dossier et très rapidement d'autres dossiers ont suivi (*Cahiers du CEDREF*, décembre 2006, n°8-9 et *Nouvelles questions féministes*, février 2006, vol. 25, n°1). Dès ces mêmes années, le Réseau de recherche 24 (RT 24) de l'Association française de sociologie a été créé et se consacre explicitement à l'inter-

sectionnalité. Le retard français étant aujourd'hui comblé, cette approche a toutefois du mal à être reconnue en dehors des milieux de sensibilités féministes.

Il faudrait néanmoins reconnaître que la recherche féministe dans les années 1970 en France s'est intéressée comme ailleurs aux effets cumulés des discriminations liées au sexe, à la classe et à la race. La tradition anti-capitaliste et anti-coloniale des sciences sociales a aidé dans ce sens. Soulignons notamment, dès les années 1970, l'apport théorique de la philosophe Colette Guillaumin sur la construction sociale de la race et du sexe (1992¹) dont les travaux ont eu un retentissement considérable jusqu'à nos jours. Cette tradition a été poursuivie et a connu grâce aux études notamment de Claude Zaidman la transition vers l'intersectionnalité (1996, 2001). Roland Pfefferkorn a livré plus récemment un ouvrage théorique et empirique dans ce domaine (2007).

Dans mes propres travaux sur le sujet de la « mixité », j'ai rencontré l'intersectionnalité à partir de mes réflexions sur la diversité sociale et ethnique de la société. Le terme français de 'mixité', qui connaît une utilisation courante dans la vie sociale et scientifique, est employé pour qualifier des sujets variés : la coéducation des filles et des garçons à l'école (mixité scolaire), le vivre-ensemble de groupes sociaux et ethniques (mixité sociale), ainsi que la vie conjugale et familiale de personnes d'origine culturelle, nationale ou religieuse différente (couples mixtes). Ce terme n'est pas vraiment traduisible ni en anglais, ni en allemand, mais il relève de la même problématique que l'intersectionnalité. Autant dans le monde du travail ou à l'école que dans l'espace urbain ou la vie familiale, l'explication des phénomènes sociaux ne dépend que rarement d'un seul facteur, que ce soit le sexe, la culture, la race ou la classe, mais plutôt de l'influence concomitante et réciproque de plusieurs de ces facteurs. Selon une acception plus conceptuelle du terme 'mixité', il permettrait d'étudier, à chaque fois empiriquement, lesquels de ces facteurs exercent une influence et dans quelles situations sociales précises (Collet, Philippe, 2008).

Les termes et les concepts ont leur histoire. Ils font sens dans les contextes nationaux de leur élaboration. Le détour par l'existence ou la signification d'un terme dans un autre contexte permet d'interroger une terminologie donnée. Grâce à l'exemple de l'intersectionnalité, on a pu constater que les réflexions conceptuelles ne peuvent pas se limiter au terme à proprement parler, mais devraient inclure un halo terminologique plus large et des traditions de recherche établies dans un domaine thématique. Seule la confrontation de travaux différents autour d'une même thématique dans différentes disciplines – et ajoutons, dans différents contextes nationaux – permet de mener une discussion conceptuelle enrichissante et de produire une plus-value théorique.

1 Son livre rassemble des articles publiés entre 1978 et 1990.

L'ouvrage présent est un exemple pluri-disciplinaire et international qui contribuera sans conteste à ces exigences scientifiques.

Beate Collet is sociologist, maitre de conférence at the Sorbonne University Paris and member of the research unit GEMASS.

Bibliographie

- Collet, Beate et Philippe, Claudine avec la participation de Varro, Gabrielle (dir.) (2008) : Mixité(s). Variations autour d'une notion transversale. Paris : L'Harmattan.
- Crenshaw, Kimberle (1989) : « Demarginalizing the Intersection of Race and Sex : A Black Feminist Critique of Antidiscrimination Doctrine », dans : The University of Chicago Legal Forum, p. 139-167.
- Crenshaw, Kimberle (1991) : « Mapping the Margins : Intersectionality, Identity Politics, and Violence against Women of Color », dans : Stanford Law Review, 43/6, p. 1241-1299.
- Guillaumin, Colette (1992) : Sexe, Race et Pratique du pouvoir. L'idée de Nature. Paris : Coté femmes éditions.
- Laufer, Jacqueline, Marry, Catherine et Maruani, Magaret (dir.) (2001) : Masculin-féminin : questions pour les sciences de l'homme. Paris : PUF.
- Pfefferkorn, Roland (2007) : Inégalités et rapports sociaux. Rapports de classes, rapports de sexes. Paris : La Dispute.
- Zaidman, Claude (1996) : La mixité à l'école primaire. Paris : L'Harmattan.
- Zaidman, Claude (2001) : « La mixité en questions », dans : Raison Présente, 140, p. 37-52.

Intersectionality und Kritik

Neue Perspektiven für alte Fragen

Kallenberg, V.; Meyer, J.; Müller, J.M. (Hrsg.)

2013, XIV, 272 S. 1 Abb., Softcover

ISBN: 978-3-531-17726-7